

# Se mobiliser pour le respect de la laïcité

Liberté de conscience, égalité des droits, égalité des sexes... laïcité, démocratie, solidarité, ces valeurs sont fondamentales pour le vivre ensemble. Elles sont plus que jamais d'actualité dans un monde où les brassages, les métissages des peuples et des cultures s'accroissent.

Plus de 200 ans après la révolution française, 1 siècle après la loi de 1905 qui a constitué l'aboutissement législatif des combats républicains pour la séparation de la sphère publique des croyances individuelles, nous appelons les citoyen-nes, dans leur diversité, à se mobiliser à nouveau pour que la laïcité reste un pilier essentiel de l'organisation sociale en ce début de 21ème siècle.

Comment ne pas être inquiet quand un Président de La République à Rome puis à Ryad appelle les religions à intervenir dans les banlieues, les universités... et que l'Etat les soutiendra ?

Comment ne pas être inquiet quand un Président de La République reprend des idées chères à l'extrême droite niant totalement le métissage et la diversité des origines géographiques et culturelles de la nation française ?

Comment ne pas être inquiet quand un Président de la République affirme que sur l'échelle des valeurs, qu'un instituteur ne vaudra jamais le curé ou le pasteur ?

Comment ne pas être inquiet quand un ministre de l'Education Nationale décide d'attribuer de nouveaux crédits aux établissements d'enseignement privé pour « faire ce que le service public ne sait plus faire » ?

Comment ne pas être inquiet quand l'Assemblée Nationale sur proposition gouvernementale ouvre la possibilité d'enseignements non mixtes au sein des établissements publics ?

Cette situation inquiétante appelle la vigilance citoyenne la plus large possible pour empêcher toute remise en cause des principes de laïcité dans notre pays et réagir rapidement à toute tentative de modification de la loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État.

Nous vous invitons à un rassemblement laïque et citoyen

**mercredi 14 mai à 16h devant la préfecture**

pour remettre la pétition massivement signée en Sarthe comme dans toute la France.